



Meeting de Jean-Luc Mélenchon

Nous étions 6000
à Nantes !!!

Page 3 et 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 927

26 janvier 2012

prix : 0,70 €

Après le succès du meeting...

*L'humain
d'abord*



ON CONTINUE !!!

■ Salaires, emploi, cotisations

*Pour les libéraux,
l'Allemagne comme modèle*
P 2

■ Contre sommets sociaux

*Pierre Laurent, Jean-Luc
Mélenchon et Bernard
Thibault contre le sommet
antisocial de Sarkozy*
P 4

■ Manipulations

*Quand les chiffres
de Guéant stigmatisent
les étrangers*
P 5

■ Média

*« Les nouveaux chiens
de garde », ou comment
l'uniformité libérale gagne
l'ensemble du paysage
médiatique*
P 6

■ « Pas de rigueur dans l'éducation »

*Par
Magalie
Leske,
conseillère
municipale
de
St -Herblain*



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique

*Aujourd'hui, Les Nouvelles de
Loire-Atlantique, ce sont des
milliers d'abonnés ou de lec-
teurs occasionnels.*

*Abonnements, diffusion mili-
tante :*

**Participez à la diffusion
des Nouvelles de Loire-
Atlantique !**

*Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr*

L'actualité politique...

EN BREF

Travailler plus

Décidément Luc Chatel n'en loupe pas une et sans doute lâche-t-il des ballons d'essai pour la campagne du président Sarkozy. Dernière énormité en date, **le ministre de l'éducation nationale, ose remettre en cause la cinquième semaine de congés payés.** Pour rattraper le tir ou plutôt tirer sur les acquis sociaux, Jean-François Copé déclarait quand à lui : "Ce n'est pas tant un problème de congés qu'un problème de temps de travail effectué" ! C'est qu'ils prennent un malin plaisir à faire passer les français pour des faïnénants !

Des fainéants on vous dit...

Vous vous souvenez de Dominique de Villepin ? Mais si, le fondateur de République solidaire, l'homme qui évite les crocs de boucher, vous savez, l'ancien premier ministre de Chirac, l'homme de la dissolution... On l'oublierait mais il est candidat à l'élection présidentielle et pour ce faire remarquer au milieu des nombreux candidats le meilleur ennemi de Sarkozy propose comme son adversaire Hervé Morin **d'augmenter la durée légale du travail de deux heures !** Décidément toute la droite est au pas de charge pour nous faire travailler plus !

Rapprochement

Est-ce l'arrivé du froid, une proximité idéologique latente ou encore un fond de commerce à ratisser avant les élections à venir mais, même le Député UMP Etienne Pinte le reconnaît - et le déplore - : « **Il y a des moments où l'on est à la frontière avec le FN** ». Si c'est un UMP qui le dit, il faut le croire !!! Et guétant, heureux d'enfoncer le clou avec ses chiffres de reconduite aux frontières et la baisse des naturalisations.

Faussement laïque

Lors d'un récent discours, Marine Le Pen s'est encore illustrée comme étant la candidate de la laïcité. **Une laïcité qui au fil de son propos n'a eu pour unique cible que les musulmans.** Elle a d'ailleurs proposée la création d'un ministère de l'immigration et de la laïcité. Avec ces deux termes accolés, c'est sûr, ce n'est pas les intégristes chrétiens -qui se sont pourtant récemment illustrés- que veux châtier la candidate nationaliste.

Moyen âge

La France compte un preux chevalier de plus ! C'est important en 2012 de compter parmi nous un chevalier ! J'entends déjà les esprits chagrins dénoncer l'archaïsme de ces nobles de cape et d'épée, certes. Sauf que notre

Espagne: Nicolas Sarkozy adoubé chevalier de la Toison d'Or



chevalier à nous n'est autre que Nicolas Sarkozy fait 1302ème chevalier de la toison d'or par le roi d'Espagne.

En plus de sa Rolex en or, notre président -plus pour longtemps on espère- pourra désormais parader avec un collier en or muni d'un pendentif représentant un bélier qu'on croirait mort, tout un symbole !!!

Point de vue par Aymeric Seassau

6000 ! Voilà désormais un repère dans la mobilisation à gauche, sûrement le plus gros meeting de la campagne du Front de Gauche. Sa réussite, dès Janvier, était un défi que les communistes de Loire-Atlantique peuvent être fiers d'avoir relevé avec leurs amis du Front de Gauche. L'ampleur du meeting où nous avons retrouvés de très nombreux militants et sympathisants communistes bien sur mais au-delà, des socialistes, des écologistes, des syndicalistes... témoigne de ce que **quelque chose est en train de bouger à gauche.** C'est un formidable espoir pour la campagne de notre candidat à la présidentielle et celle de nos candidat(e)s aux législatives.

Mais ne nous y trompons pas, le verrou médiatique n'a pas sauté et de ce meeting il a été si peu question dans les médias nationaux. Alors il y a pour nous nécessité à prolonger la mobilisation et à pousser tous les débats au cœur de la gauche. Nous en avons la certitude depuis ce samedi après midi à Nantes, il y a des milliers de personnes disponibles, partons à leur rencontre.

D'autant que la montée en puissance du Front de Gauche se confirme dans les enquêtes d'opinion.

« 6000 à Nantes, c'est un nouveau repère de la mobilisation à gauche et un défi que les communistes de Loire-Atlantique peuvent être fiers d'avoir relevé »

■ Sommet social ?... non, électoral ! : Le coup du coût salarial...

Tout est une question de mise en scène pour habituer l'opinion publique. La dégradation du AAA quatre jours avant le sommet pour dramatiser. Ensuite pour faire passer la pilule agir en deux temps. D'abord le « sommet social » le 18 : « j'écoute... je propose ». Deuxième temps : « je trancherai à la fin du mois ». **Voilà pour le tempo. Reste le fond.** Les idées qu'ils veulent faire accepter, ne sont pas nouvelles : « s'il y a du chômage en France c'est parce qu'un français coûte cher et qu'il travaille moins qu'un allemand ». La preuve c'est le cabinet d'études économiques COE-Rexecode qui le dit ! Depuis que nous

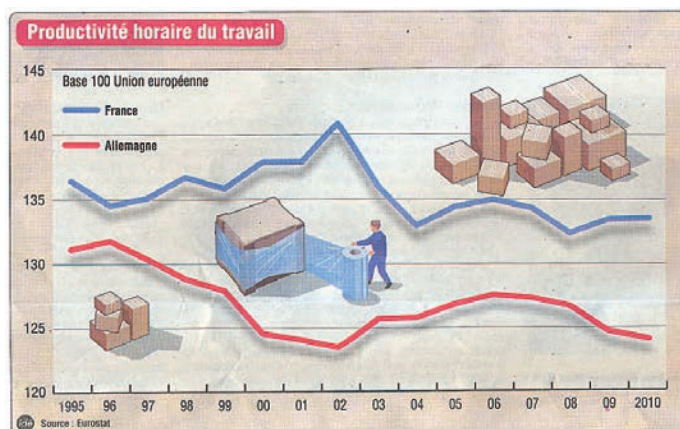
avons vu « les nouveaux chiens de garde », nous savons que derrière les experts se cachent souvent des hommes au service de l'oligarchie financière. C'est le cas du cabinet en question proche du Medef qui pratique l'enfumage idéologique appuyé sur des données... erronées ! Pourtant dans le hors série des ECHOS sur la compétitivité française (et les Echos c'est pas l'Huma !) on peut lire : « Le coût salarial unitaire qui intègre les gains de productivité et mesure le travail par unité produite entre 2000 et 2009 a vu sa moyenne dans la zone euro tirée vers le bas par l'Allemagne... Ce pays est l'un de ceux de l'union qui externalise le plus sa production industrielle, notamment dans les pays d'Europe centrale et orientale ; les coûts salariaux incorporés dans les produits allemands

Prochaine étape, passer devant Bayrou pour mettre un terme aux tentatives de mariage forcé de la gauche avec le centre droit.

Il reste « 90 jours avant que le locataire de l'Elysée ne fasse ses valises » comme l'indiquait Patrick Le Hyaric à l'occasion du meeting, cela reste notre objectif premier. Mais nous le savons, cela ne sera rendu possible que

si les salariés et les familles populaires ne s'emparent de l'objectif avec nous et engagent les rapports de force nécessaires pour la conquête d'une majorité de gauche rendant possible le changement et précisant les mesures d'urgence à prendre pour augmenter les salaires, assurer la retraite à taux plein à 60 ans, gagner les moyens pour financer l'économie, l'emploi, la

recherche et les services publics. **Les communistes de Loire-Atlantique auront à cœur d'engager ces débats dans les mois qui nous séparent de la présidentielle et des législatives.**



sont donc relativement faibles... ce qui permettrait à l'Allemagne de gagner 20% de compétitivité. De plus le modèle allemand à un prix : la retraite à 67 ans, les cotisations sociales diminuées la TVA augmentée, l'indemnisation chômage réduite et chamboulée. **Voilà l'horizon du patronat français, mettre à profit (c'est le cas de le dire) le contexte de la crise pour poursuivre sa remise en cause du partage de la valeur ajoutée dans les**

entreprises. Transférer les charges sociales et familiales sur le dos des consommateurs, des familles des retraités... (la TVA Sociale ou la CSG). **La réalité depuis dix ans c'est que la part des cotisations sociales est passée de 18 à 16 % et celle des dividendes de 2 à 8% !** Ce qui n'empêche pas les entreprises françaises d'investir de moins en moins et de délocaliser de plus en plus. Demandez aux femmes de chez Lejaby ce qu'elles en pensent..!

De vous à moi...

La très grande réussite du meeting du Front de gauche à Nantes n'aura donc pas échappé au Couac sur l'aéroport Nantes-Atlantique et son transfert à Notre Dame des Landes. Les communistes auront tout fait pour éviter la mise en exergue de cette divergence au sein du Front de Gauche à l'occasion de cet événement politique important.

Oui, l'intervention sur ce point de Martine Billard durant le meeting est regrettable, nous aurions pu éviter quelques huées et apprécier ensemble la vague d'énergie et d'enthousiasme qui aura marqué le meeting. Oui, le candidat du Front de

Gauche a dépassé son mandat en livrant une position toute personnelle avec la proposition d'un moratoire sur le transfert, proposition qui n'a fait l'objet d'aucune concertation avec les communistes ni localement ni nationalement. Ce n'est pas notre position chacun le sait. Et après...

Le transfert de l'aéroport se fera et il se fera avec l'appui constant des communistes, de leurs élus, de leur parti. Que les forces composant le Front de Gauche n'aient pas le même avis sur la question n'est pas un drame à condition que les positions de chacun soient respectées. Du reste, nous ne sommes pas de ceux qui échangent

des circonscriptions contre des réacteurs nucléaires... ou des aéroports. La vie continue, donc, avec les mêmes ambitions pour 2012. A tout le moins, chacun pourra constater que si la campagne Mélenchon décolle, le meeting de Nantes et les communistes de Loire-Atlantique y auront contribué. Ils continueront ! Nous serons du voyage, avec l'assurance que des passagers supplémentaires nous rejoindront, restant concentrés en co-pilotes consciencieux, et ne doutant pas que nous aurons à cœur de travailler ensemble à l'atterrissage une fois parvenus à destination.

Le Front de Gauche...

Meeting du Front de Gauche : Un succès énorme !!!

■ 6000 personnes et un zénith plein à craquer !

« Ça fait chaud au cœur », c'est la phrase que l'on pouvait entendre à l'issue du meeting de Jean-Luc Mélenchon où se sont rassemblés 6000 personnes pour venir débattre et surtout écouter le discours du candidat du Front de Gauche.

Dès 14 heures, près d'un millier de personnes ont pris place dans la salle afin de discuter sur les enjeux pour 2012 (voir Débat citoyen au zénith ci-dessous) et ensuite, pour assister à la pièce de théâtre de l'économiste Frédéric Lordon « D'un retournement l'autre ».

Après ce premier temps le zénith s'est rapidement rempli, jusqu'à salle comble, pour laisser entrer les citoyens, les militants venus assister au meeting où prendront la parole Patrick Le Hyaric, Député européen du PCF; Martine Billard, députée du Parti de Gauche et enfin le candidat du Front de Gauche à l'élection présidentielle : Jean-Luc Mélenchon.

Un meeting fortement marqué par la perte du triple A et de ce que le candidat Mélenchon caractérise



comme la capitulation des politiques face aux marchés financiers.

Un candidat qui d'emblée donnera le ton face aux journalistes pendant la conférence de presse : « la prochaine élection présidentielle doit avoir un sens politique, elle doit être un référendum entre la résistance ou la soumission » et le candidat d'appeler « les citoyens à se regrouper au sein de la résistance ».

Pour Patrick Le Hyaric, l'équation est aussi simple : « soit on choisit l'argent roi et la finance, soit on choisit l'humain d'abord ». Le député européen relèvera également l'originalité du candidat Mélenchon dans l'espace politique : « c'est le seul à ne pas dire partagez vous la dette, il dit partagez vous les richesses ».

Et des richesses, pour le candidat du Front de Gauche, l'Europe en a et elles doivent être réorientées pour qu'elles n'aillent

pas vers les banques et la finance. Parmi les propositions qu'il développera tout au long de son discours pour court-circuiter les dogmes libéraux et « rendre les coups » : la nécessité que l'Etat puisse emprunter à la BCE au même taux que les banques et le recours à l'emprunt forcé.

Une attention particulière aura également été apportée à l'emploi dans notre région ce qui fera dire à Patrick Le Hyaric : « Dans cette grande région industrielle, il n'est pas vrai de dire qu'il soit aujourd'hui impossible de maintenir les activités industrielles et agricoles, les services publics [...] l'avenir n'est pas à la précarité, l'avenir c'est la sécurité du travail pour chacun et chacune ».

Et, si la droite et l'extrême droite en ont pris pour leur grade durant toute la journée, le candidat n'aura à la fin de son discours, pas hésité à appeler au rassemblement du peuple de gauche derrière sa candidature.

Ce qui est sûr c'est que les 6000 personnes présentes le 14 janvier dernier sont prêtes à se rassembler pour faire basculer le pays à gauche.

BANQUET de la fédération de Loire-Atlantique du PCF



Vendredi 10 février à 19 heures

Salle de l'Estuaire à Couëron

Un moment politique et convivial au cœur de la campagne

En présence de Lydie Benoit



Plus d'information voir page 8



Débat citoyen au zénith

■ Place au peuple

Ce mot d'ordre, cet état d'esprit, cette pratique ont été au cœur des Ateliers citoyens organisés avant le meeting du candidat commun du Front de gauche pour les Présidentielles, Jean Luc Mélenchon. 100, 200, 300 personnes..., militants ou pas, se sont retrouvées, par groupe autour d'une table pour confronter, échanger, enrichir leurs questionnements, avis ou réflexions et partir ainsi convaincus et convaincants pour les 95 jours de campagne qui nous attendent.

Ces échanges qui ont duré plus de deux heures ont montré combien l'envie de

débattre, d'approfondir, de faire du commun était présent dans le Front de Gauche. Ces ateliers ont montré que le Front de gauche pouvait être pluriel mais déterminé sur des points cruciaux. Ont été abordées des questions que nous rencontrons toutes et tous dans nos points de rencontre, diffusion de tracts : le FN, la crise, l'austérité et le vote utile.

Un échange plénier avec Alain Hayot (PCF) et François Delapierre (PG) pour affiner encore cette phase d'échange d'argumentaires de campagne terminait cet approfondissement et/ou confrontation.

A l'issue de ces ateliers, Marie Annick Benâtre était chargée d'aborder la question du vote utile. NLA lui a demandé, ce qui lui apparaissait essentiel sur cette question de soi-disant vote utile ?

MAB : D'emblée, le Front de gauche est face à un enjeu essentiel, celui de faire une campagne anti-droite et en même temps exigeante à gauche. Car, nous avons pour seul objectif celui de changer durablement et vraiment la vie avec une gauche qui ose. Ainsi, le meilleur vote utile est de penser aux propositions utiles pour que cela change. Il ne suffira pas de chasser Sarkozy ou de s'inscrire dans sa logique pour que nos vies changent ! Voyons en Espagne, quand la gauche met ses pas dans ceux de la

droite, c'est toute la droite qui gagne. Dire cela n'est pas faire le jeu de la droite, au contraire ; c'est précisément par ce que nous voulons la battre que nous considérons que la gauche doit porter une politique de rupture avec ce qui s'est fait ces dernières années. Pour faire gagner une majorité de gauche et rendre incontournable ce besoin de

changement, nous faisons le choix de l'implication populaire, associée aux luttes, dans le débat politique et l'élaboration collective des contenus de transformation sociale. En effet, les Présidentielles, bien au-delà de la personnalisation et du seul objectif électoral est l'occasion de porter un projet de société qui redonne de l'espoir.



Place au peuple !



...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

Une mobilisation militante

La réussite du meeting nous la devons bien entendu à une mobilisation militante des organisations membres du Front de Gauche. Plus de 70 camarades du Parti Communiste Français étaient présents tôt le samedi matin pour parfaire à l'organisation du meeting, monter le village militants, favoriser l'accueil des participants... C'est à tout ces militants que nous devons la bonne tenue tout au long de la journée de cette première grande initiative popu-



laire du Front de Gauche. Grace à la mobilisation des camarades sur les stands du PCF et du Front de Gauche et dans les travées du Zénith, c'est 140 humanités quotidiennes et 160 programmes.

Ils ont dit...

« Résistez, résistez, résistez... »

Jean-Luc MÉLENCHON,
Candidat du Front de Gauche

« Camarades, amis socialistes, venez à la rescousse ! Venez nous aider ! Vous êtes avec nous dans le conseil municipal, vous êtes avec nous à l'usine, dans le syndicat, venez avec nous, ne restez pas sur le bord de la route, ne nous laissez pas mener tout seuls cette bataille. (...) C'est à vous que je parle, et je vous dis, les yeux dans les yeux : je suis le candidat commun du Front de gauche, c'est-à-dire de sept organisations qui se sont rassemblées pour mener cette bataille, mais je suis aussi votre candidat, à vous, les socialistes, si vous êtes fidèles à votre idéal et à ceux qui vous ont animés. Aidez-moi, aidez-nous ! Venez retrouver vos



camarades de toujours, les communistes, avec qui vous menez toutes vos luttes, avec qui vous faites toutes les élections. Il n'y a pas un seul élu de gauche dans ce pays sans les communistes. On ferait bien de s'en rappeler. (...) Regardez-les, ces syndicalistes qui n'ont pas de carte de parti, ces associatifs, ces membres d'Attac, ceux de la Fondation Copernic, tout ce monde qui se rassemble autour du Front de gauche, ce sont vos frères et vos sœurs de lutte ! Allez, venez avec nous, plutôt qu'avec ce M. Bayrou qui vous trahira, comme l'a toujours fait le centre qui est le lieu de la capitulation par excellence »

« Vous êtes la Force du Peuple en marche »

Patrick Le Hyaric
Député européen

« Quelle force vous représentez ! Vous êtes la force du peuple en-marche. (...) Il nous reste 99 jours pour élargir encore le champ que nous avons commencé à créer pour bouter hors des palais présidentiels Nicolas Sarkozy et sa clique. (...) Il n'y a qu'un seul candidat dans cette élection présidentielle qui le dit : l'austérité ne permet pas de sortir de la crise mais c'est l'austérité qui aggrave la crise. (...) Oui, Jean-luc Mélenchon est le candidat anti-Sarkozy, le candidat anti-austérité. (...) Si on veut dire non à l'austérité, si on veut dire oui à l'augmentation des rémunérations du travail, des prestations sociales, des minima sociaux,

à la retraite à 60 ans à taux plein, si on veut dire qu'on veut améliorer la protection sociale, si on veut dire qu'on veut défendre les services publics, si on veut mettre en conformité ce que nous avons dit dans les mouvements sociaux et citoyens, et le vote le 22 avril, il n'y a qu'un candidat : le candidat de rassemblement des hommes et des femmes de gauche, présenté par le Front de gauche, comme le seront les candidates et les candidats aux élections législatives. Il faut l'expliquer autour de nous, à nos amis, nos collègues de travail, nos voisins, les membres de nos familles, qui s'interrogent à juste titre. »



Paroles de militants et de citoyens



Renforcer et élargir le Front de Gauche

Michèle Militante
Gauche Unitaire

« J'espère que le meeting va dynamiser les gens, il faut que le front de Gauche se renforce et s'élargisse car il faut riposter à la crise et se battre contre la droite et l'extrême droite »

Je suis convaincu de ce que j'ai entendu ce soir

Daniel Citoyen non encarté

« Je suis venu ce soir pour avoir plus de précisions sur les propositions de Jean-Luc Mélenchon et je suis convaincu de ce que j'ai entendu ce soir. Oui, il faut arrêter d'aider les banques car ce sont les citoyens qui paient les dettes. Je suis d'accord pour nationaliser les banques comme je pense qu'il faut renforcer les services publics dans la santé, l'énergie la communication, l'école... »



Que les choses changent

Gérard Militant PCF

« Si je suis à ce meeting, c'est que je veux que les choses changent. La démarche du Front de Gauche et le début de campagne sont vraiment intéressants avec beaucoup de monde présent à nos initiatives. Les attentes sont grandes et il faudra être vigilant au respect des engagements pris par le Front de Gauche. Nous devons aussi encore enrichir et approfondir nos propositions sur la finance ou l'industrie et avoir encore plus d'exigences sur les questions de paix dans le monde »



Le peuple à la maîtrise de son destin

Emanuel Militant PG

« Ce meeting est un succès pour notre candidat commun et j'attendais de celui-ci qu'il puisse nous remobiliser, ce qu'il a su faire. Désormais les médias devront plus parler du Front de Gauche et des 6000 personnes présentes ce soir.

Je crois qu'il y a urgence à remettre le peuple à la maîtrise de son destin, j'attends beaucoup d'une constituante et d'une sixième république tel que proposée dans le programme partagé. »

Contre sommet social



Le lundi 16 et le mardi 17 Janvier, Jean-Luc Mélenchon accompagné de Pierre-Laurent ont rencontré les dirigeants syndicaux pour dénoncer le sommet « antisocial » de Sarkozy qui avait lieu le lendemain. Lundi, ils rencontraient Annick Coupé, porte-

parole de Solidaires. Mardi, c'était au tour du secrétaire général de la CGT, qu'ils ont reçu pendant une heure et demie. Comme l'a expliqué M. Mélenchon, la rencontre avait pour but de "démonter la comédie du chef de l'Etat avec son soi-disant sommet social", qui, selon lui, va tourner "à l'eau de boudin" et va conduire à "encore plus d'austérité". "Nicolas Sarkozy est un homme aux abois qui gesticule comme quelqu'un en train de se noyer et qui essaye de se raccrocher à une bouée", a-t-il jugé. Le candidat du Front de gauche a pu afficher ce mardi sa convergence contre le tout austérité avec le secrétaire de la CGT, et ils ont déclaré que ce sommet amènera «encore plus d'austérité». Bernard Thibault en conférence de presse commune a pu ajouter :

"A chaque fois, la conclusion est la même, plus d'austérité pour les salariés (...) S'il y a des économies à faire, je suggérerai au gouvernement d'arrêter les subventions de l'Etat aux agences de notation." "C'est pile, je gagne, face tu perds". Le programme porté par le front de gauche a également été l'objet de leurs discussions. En effet, Jean-luc Mélenchon reconnaît que le Front de Gauche s'est inspiré des revendications de la centrale cégétiste. "Nous avons emprunté beaucoup aux syndicats, et notamment à la CGT, qui est la première centrale syndicale", a-t-il conclu, en citant l'augmentation des salaires, et notamment du smic qu'il veut voir porté à 1 700 euros brut, ou encore la retraite "pleine et entière" à 60 ans.

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Cgt et Front de Gauche

Le 17 janvier, une délégation Cgt conduite par B Thibault, a rencontré JL Mélenchon sur la situation économique et sociale et la perspective des élections à venir. Le **Front de Gauche** a pointé deux sujets majeurs : pouvoir d'achat et **salaires** avec la proposition d'un SMIC à 1700 euros, et **démocratie sociale** et les « options » pour faire avancer notre pays en la matière, le positionnement du candidat Hollande affirmant la nécessité d'inscrire dans la constitution une préemption de contrat sur loi. Le FDG considérant cette proposition peu efficace, voire illégitime au plan démocratique. Tout en réaffirmant la volonté de changement de la présidence de la République et de rupture avec la politique actuelle, **B. THIBAUT** a confirmé l'enjeu d'une augmentation conséquente des **salaires** et du pouvoir d'achat pour les salariés, actifs, retraités. SMIC et minimas conventionnels dans les branches, doivent être revus à la hausse dans un pays où une majorité de salariés gagne moins de 1500 euros par mois. Sur la **démocratie sociale**, la Cgt considère qu'il y a là un sujet majeur. Il n'y a pas consensus syndical sur ce sujet, certains considérant que l'autonomie des partenaires sociaux doit primer dans les relations sociales. Pour autant, aucun acteur syndical ne demande d'inscrire dans la Constitution une primauté du contrat sur la loi. La Cgt a souligné l'urgence d'une autre politique d'emploi et développement industriel, pointant la montée du chômage et des ruptures conventionnelles, la dégradation des conditions d'accès à l'apprentissage de qualité, les logiques donneurs d'ordre / sous-traitants... Le Front de Gauche et la Cgt ont constaté leur convergence de vue sur les enjeux de la période au plan national et européen. Face aux urgences de construction d'alternatives crédibles aux choix actuels sur le plan politique, la Cgt a rappelé sa disponibilité pour faire part de ses propositions dans le respect de la diversité de l'opinion de ses adhérents et de son autonomie d'action syndicale. La Cgt a marqué son inquiétude **vis-à-vis du Front national** et des idées populistes et d'extrême droite qui se développent en France et en Europe, et invité les composantes du Front de Gauche et son candidat au Meeting du **31 janvier sur les retraites**.

CGT et Hollande

Le 12 janvier, une délégation Cgt conduite par B. Thibault, a rencontré François Hollande sur l'actualité et les questions méritant d'être travaillées avant et après les présidentielles. Hollande a fait part de sa volonté s'il était élu, d'instituer de nouveaux rapports avec le syndicalisme avec une modification constitutionnelle pour conforter la **démocratie sociale**. Il a précisé ce que serait son action sur l'emploi, notamment le contrat de génération. Sur la protection sociale, il s'est interrogé sur le coût du travail en considérant que l'écart avec certains pays était tel que le coût du travail ne pouvait tout régler. Bernard Thibault a confirmé notre volonté de changement de Présidence de la République, de rupture avec la politique actuelle pour répondre aux urgences sociales, économiques, au sentiment d'insécurité sociale, d'inquiétude pour l'avenir et pour une issue à la crise. Il a marqué l'inquiétude de la Cgt quant à la montée du FN. Il a salué la démarche positive consistant à consulter les syndicats sur des sujets structurants pour les salariés, notamment la **démocratie sociale**, et insisté sur la représentativité des syndicats de salariés, les libertés syndicales, les moyens pour l'activité et du besoin d'équité entre salariés et employeurs, et sur l'entreprise et la démocratie, rappelant la proposition de droit de retrait éthique. Sur l'**emploi**, après avoir abordé le besoin d'une industrie forte et d'un pôle public financier, la Cgt a rappelé ses propositions pour l'emploi (fin des exonérations sans contre partie, égalité F/H, la souffrance au travail, l'emploi des jeunes, des seniors)... ainsi que sur le financement de la protection sociale, et la nécessité de promouvoir les Services Publics. Invitation a été faite au candidat pour le meeting du **31 janvier** auquel il a dit répondre dans quelques jours...

Un scénario écrit d'avance

C'est ainsi que la Cgt résume le sommet social du 18 janvier, où les organisations syndicales et patronales étaient reçues par le président de la République pour évoquer la situation économique et sociale. Contraint, face à l'augmentation du chômage et de la précarité, d'apparaître volontariste sur la situation de l'emploi dans cette période pré-électorale, Nicolas Sarkozy a repris à son compte l'analyse patronale selon laquelle le coût du travail trop élevé est le facteur déterminant de perte de compétitivité des entreprises françaises.

La CGT a dénoncé cette campagne de culpabilisation des salariés, et qu'aucune des mesures annoncées par le Président n'est susceptible d'avoir un impact réel sur la situation de l'emploi. Encore une fois, les employeurs y ont obtenu un nouveau cadeau pour un dispositif zéro charge pour l'embauche d'un jeune dans les petites entreprises. Sur les modalités « simplifiées » du chômage partiel, la CGT a exigé – et a priori obtenu – qu'une même entreprise ne puisse alterner des périodes de chômage partiel et des périodes d'heures supplémentaires défiscalisées. Quant aux mesures structurelles, TVA sociale ou accord de compétitivité, le chef de l'Etat est resté flou et devrait s'exprimer avant la fin du mois sur ces arbitrages. L'accord de compétitivité consisterait pour un employeur à négocier un accord collectif autorisant la baisse des salaires ou la révision du temps de travail au nom de la préservation de l'emploi sans que le salarié n'ait de recours pour exiger le respect de son contrat de travail. La tonalité de la réunion et la confrontation des analyses sur la situation confortent l'appréciation de la CGT sur la volonté du pouvoir de faire de la crise un alibi pour une nouvelle offensive s'attaquant aux règles de financement de la protection sociale et à la législation du travail. La CGT appelle l'ensemble de ses organisations et militants à amplifier la diffusion et arguments de la CGT dans l'intense bataille idéologique actuelle.

C'est ce que faisaient le jour même les nombreux militants en manif à Saint Nazaire, malgré un temps aussi pourri que la politique de Sarkozy !



TAXATION INJUSTE



Le 16 janvier, une distribution de tract unitaire avait lieu au Palais de Justice de Nantes pour exiger des parlementaires d'abroger une taxation injuste pour le justiciable qui doit se défendre dans sa vie quotidienne et de citoyen. Que ce soit en tant que consommateur face aux fabricants, distributeurs, assurances... Ou en tant qu'association défendant les plus vulnérables, ou pour un électeur contestant les résultats d'une élection... Cette taxation nouvelle, destinée à durer, à s'aggraver sans doute, s'ajoute aux frais supplémentaires imposés aux justiciables pour se rendre dans les greffes et aux audiences du fait de la réforme de la carte judiciaire. De leur côté, les entreprises et banques continueront à déduire leurs frais dans leur comptabilité et à récupérer la TVA sur leurs factures d'avocats ! Cette taxe creuse encore l'inégalité dans l'accès au droit et à la justice.

Etrangers et délinquance : manipulation politique

Claude Guéant déclarait le 10 janvier, « il y a un taux de délinquance parmi la population étrangère qui est entre deux et trois fois supérieur à la moyenne ». Le ministre a précisé qu'il avait « fait faire des études par l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) », qui montreraient qu'« il y a une augmentation ». Le procédé est ancien, c'est même un classique politique en période électorale. Les recherches disponibles révèlent en fait les multiples discriminations qui, depuis les contrôles au faciès jusqu'à l'exécution des peines, expliquent au moins en partie la « surreprésentation » des personnes de nationalité étrangère dans la

délinquance enregistrée par les institutions pénales. En effet, la seule et unique donnée utilisée par l'ONDRP se limite depuis 40 ans au comptage des personnes « mises en cause » par les policiers et gendarmes dans leurs enquêtes, avec trois informations de base : s'agit-il d'un homme ou d'une femme, d'un mineur ou d'un majeur, d'un Français ou d'un étranger. Tout cela découle des plaintes, mais aussi des initiatives policières, tels les contrôles sur la voie publique qui ciblent les étrangers. Cette pratique de contrôle au faciès s'est renforcée ces dernières années. Depuis 2002, l'arrestation d'étrangers en situation irrégulière est

un des moyens trouvés par les policiers et gendarmes pour répondre à l'injonction d'augmentation des taux d'élucidation. Et depuis 2007, le gouvernement français organise la chasse aux étrangers irréguliers, avec des quotas statistiques imposés. En vrai, la part de délinquance des étrangers dans les statistiques de police diminue d'environ 14 % des personnes poursuivies fin des années 1970 à 10 % de nos jours. A quelques rares exceptions près, comme les vols à l'étalage (délinquance des pauvres par excellence), la

part des étrangers parmi les personnes mises en cause a baissé en trente ans dans quasiment toutes les catégories d'infraction. Ceci dément l'affirmation volontairement floue de Claude Guéant selon laquelle « il y a une augmentation ».



Evènements, culture, idées.

Refonder le système éducatif Propositions pour une école commune

Ce livre fera date. Beaucoup de livres sur l'école s'attachent aux symptômes tandis que celui-ci s'attaque aux causes et formule des propositions. De plus, à la veille d'une échéance cruciale, il tombe à pic ! Il prolonge l'Appel aux partis de gauche, adressé par 50 chercheurs en octobre 2011, les appelant à « être à la hauteur de la situation ». Depuis, le Groupe de Recherche sur la Démocratisation Scolaire (GRDS) à l'initiative de l'appel et qui réunit des chercheurs professionnels et non-professionnels, en particulier des syndicalistes a poursuivi ses travaux et livre aujourd'hui ses réflexions pour une « refondation du système éducatif ».

Le projet part d'un diagnostic rigoureux, à partir d'indicateurs connus et moins connus. La démocratisation scolaire est en panne, les inégalités scolaires n'ont pas évolué depuis plusieurs décennies et sont plus fortes que ce que supposerait l'amplitude des inégalités sociales. Les écarts culturels et cognitifs entre élèves doublent entre le CP et le CM2 ! Certes, la question des moyens n'est pas ignorée. Mais suffit-il de rétablir les postes supprimés, la carte scolaire etc. ? La crise de l'école est antérieure aux ravages de la politique néolibérale. De plus les auteurs s'attachent à ce qui est au

cœur de la mission de l'école : les apprentissages. Convaincus « que tous les enfants disposent des ressources nécessaires



savoirs et montrent ce qu'apporterait la suppression de la concurrence (notes, redoublements, classes de niveau, filières etc). Ils n'évacuent pas les problèmes à résoudre ni la dynamique politique indispensable pour impulser une transformation aussi ambitieuse. (Chap 1) Le destin scolaire de chaque élève se joue largement à l'école élémentaire. Les auteurs en interrogent le rendement pédagogique et les systèmes d'apprentissage à partir des exemples

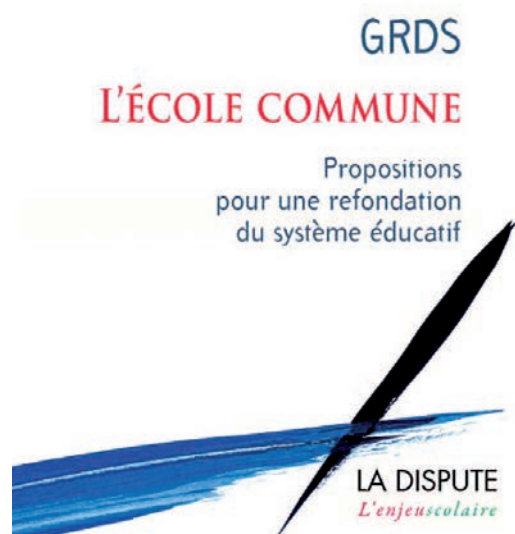
de la lecture et des mathématiques ainsi que la structuration des dispositifs d'enseignement. (Chap 2) Le chapitre 3 affirme la nécessité de repenser la culture commune et sa déclinaison en termes de niveaux d'enseignement et de disciplines et s'attarde sur le segment secondaire du tronc commun. Une condition de la réussite de ce projet réside dans la capacité des enseignants à reprendre la main sur leur métier. La

transformation radicale de la formation initiale et continue des enseignants fait l'objet du chapitre 4. Le GRDS formule des propositions sur les contenus de cette formation qui s'écartent de façon significative de la formation actuelle des enseignants de l'école première, en rupture avec la polyvalence actuelle. Enfin les auteurs soumettent à la critique dix idées reçues (chapitre 5) : tous capables ?, éduquer ou instruire, l'élève au centre, la psychologie des enfants, le socle commun et les compétences, le travail à la maison, l'ouverture sur la vie, l'hétérogénéité, l'autonomie des établissements, l'utilité des diplômes.

L'ouvrage est courageux. Il est documenté et argumenté et d'une lecture stimulante et accessible. Les propositions sont novatrices, elles sont aussi réfléchies, réalistes et soumises à un large débat citoyen. La transformation de l'école sera l'œuvre de tous ses protagonistes. L'histoire a montré que les progrès de l'Ecole ont toujours résulté de l'alliance des progressistes en politique et en pédagogie. L'enjeu aujourd'hui est de renouer avec l'ambition du plan Langevin-Wallon. Ce livre y contribue.

Loïc Le Gac

Coll. GRDS, *L'école commune, propositions pour une refondation du système éducatif*, Ed. La Dispute, 2012, 110 p., 15 €.



à une entrée réussie dans la culture écrite», et à l'opposé de l'idéologie des «dons» et de celle du «handicap socioculturel», ils proposent de substituer à l'actuelle école «unique» ce qu'ils appellent l'école commune, de l'école enfantine à la terminale du lycée, en portant l'obligation scolaire de 3 à 18 ans.

Ni doux rêveurs, ni charlatans, les auteurs pointent lucidement les obstacles à une appropriation élargie des

de la lecture et des mathématiques ainsi que la structuration des dispositifs d'enseignement. (Chap 2) Le chapitre 3 affirme la nécessité de repenser la culture commune et sa déclinaison en termes de niveaux d'enseignement et de disciplines et s'attarde sur le segment secondaire du tronc commun. Une condition de la réussite de ce projet réside dans la capacité des enseignants à reprendre la main sur leur métier. La

transformation radicale de la formation initiale et continue des enseignants fait l'objet du chapitre 4. Le GRDS formule des propositions sur les contenus de cette formation qui s'écartent de façon significative de la formation actuelle des enseignants de l'école première, en rupture avec la polyvalence actuelle. Enfin les auteurs soumettent à la critique dix idées reçues (chapitre 5) : tous capables ?, éduquer ou instruire, l'élève au centre, la psychologie des enfants, le socle commun et les compétences, le travail à la maison, l'ouverture sur la vie, l'hétérogénéité, l'autonomie des établissements, l'utilité des diplômes.

LIRE

2012 : Changer d'économie !

En ce début 2012, la récession menace. Tirant prétexte de la pression des marchés financiers, les gouvernements européens veulent imposer des politiques d'austérité et de régression sociale. Conjointement, l'Europe est menacée d'un recul sans précédent de la démocratie. Si l'on veut échapper à la catastrophe sociale qui se trame dans les laboratoires néolibéraux, il faut s'engager des voies résolument nouvelles. À l'heure où se profilent des élections majeures dans notre pays, les Economistes atterrés s'invitent dans le débat. Ils comptent près de 2000 membres en France, et s'opposent au diktat néolibéral de la logique économique actuelle et éclairent le débat public sur la possibilité et la nécessité d'autres politiques. Atterrés mais pas résignés, ils nous disent : « oui, il y a des alternatives... »

En octobre 2010 ils avaient publié leur Manifeste qui a rencontré un grand succès international. Après la critique et la déconstruction, voici le programme des atterrés. Un livre de propositions articulé en grands thèmes : le désarmement des marchés financiers, la réorientation du système bancaire, une profonde réforme fiscale, la refonte des traités européens pour mettre fin à la concurrence fiscale et sociale; la relance des investissements publics pour « une transformation écologique qui soit sociale » ; pour « sortir les entreprises de la financiarisation » ; pour « redonner un avenir au travail » ; avec « un emploi de qualité pour tous » ; pour corriger « l'effarante passivité de la re-régulation financière », avec un système de financement émancipé des marchés financiers ».

Des contributions parfois pointues, mais qui forment chaque fois, en conclusion, des propositions fortes ouvrant de nouvelles perspectives. Un livre qui rompt avec l'idéologie dominante et donne les moyens de sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons, essentiel pour que chaque citoyen (re)devienne acteur du débat public.

Coll. Les économistes atterrés, *Changer d'économie, nos propositions pour 2012*, Ed. Les liens qui libèrent, 2012, 250 p 18,50 €



MÉDIAS

Les nouveaux chiens de garde

Les Nouveaux Chiens de garde est un film documentaire réalisé par Gilles Balbastre et Yannick Kergoat, sorti en France le 11 janvier 2012. Il s'agit d'une libre adaptation au cinéma de l'essai du même nom de Serge Halimi (paru en 1997 et réédité en 2005). Le film, comme le livre, explore les liens entre les médias français et le pouvoir politique. Interview.

NLA : Pourquoi faire un tel film aujourd'hui ?

Gilles Balbastre : Ce film est avant toute chose lié à l'histoire d'un collectif qui s'est monté après les mouvements de 1995. A cette époque alors

que plusieurs conflits sociaux secouent la France, Serge Halimi entouré de ses camarades s'étonne du traitement médiatique partial fait à ce sujet. Un travail énorme est alors effectué par des militants, des citoyens pour montrer la collusion entre pouvoirs médiatique, politique et économique, à l'aide d'une étude qui se veut exhaustive sur la télévision et les grands journaux français. C'est bien après que la rencontre avec le producteur engagé Jacques Kirsner va rendre possible son adaptation au cinéma.

NLA : Qui sont aujourd'hui ce que vous appelez les nouveaux « chiens de garde » ?

GB : La presse et l'univers médiatique ont connu des bouleversements majeurs dans les années 80—90 avec l'arrivée des grands groupes industriels et financiers dans

leur secteur économique. C'est ainsi que de grandes multinationales comme Bouygues ou Lagardère sont arrivées à la tête de grands médias et journaux. Imprimant aux rédactions une sorte de doctrine bien pensante, soumise à la loi du profit. Pour ce faire ceux-ci s'entourent de collaborateurs, experts, éditorialistes relais de cette pensée dominante (à une époque des gens comme Elkabach avec leur variante plus moderne tel JM Apathie). Voilà aujourd'hui les multiples facettes de ces « chiens » au service de média où le pluralisme de la pensée n'a plus le droit de cité.

NLA : Qu'elles sont aujourd'hui les pistes pour sortir les médias de la pensée unique et pour garantir leur indépendance ?

GB : La question des médias et de leur rôle dans la

société est éminemment politique. En effet, il est bon de rappeler qu'à la sortie de la seconde Guerre Mondiale, le CNR (Conseil national de la Résistance) s'était emparé de cette question. Avec une volonté en particulier de sortir les médias de la logique de marchandisation. Des pistes comme un véritable service public de l'information avec des moyens où le développement des médias associatifs et coopératifs peuvent être de bons angles de réflexion. Il est par ailleurs de la responsabilité des syndicats et des partis, en particulier de gauche, de se saisir de ce thème. Remettre la question médiatique au centre du débat public est un impératif pour construire une société émancipée des logiques de domination marchande. Il faut rééquilibrer le



champ de l'information, aujourd'hui aux mains de grands capitalistes, pour qu'il soit au profit des citoyens et d'une information de qualité et indépendante.

A voir au Concorde - www.leconcorde.fr

près de vous

Psychiatrie : les élus inquiets.

Après la loi liberticide du 5 juillet 2011, un décret vient une nouvelle fois révéler la conception exclusivement sécuritaire de la prise en charge des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques sans leur consentement. Il s'agit cette fois d'instaurer un dispositif obligeant les équipes de psychiatrie et les acteurs du social et du médicosocial, intervenant dans la réinsertion, à passer convention. Ils devront « organiser des échanges réguliers sur l'évolution de la personne ». En bref, le secret médical protégeant le patient n'existera plus. C'est la mise en place d'un véritable quadrillage de ces personnes et un pas de plus vers la « normalisation » des populations. Les droits à prestations sociales pourraient être supprimés si la personne ne respecte pas à la lettre l'obligation de soins en ambulatoire. **Ces droits deviennent des leviers de contrainte, dans la même logique que celle qui vise à supprimer les allocations familiales pour cause d'absentéisme scolaire !** Avec ce décret, le gouvernement organise le dévoiement du sanitaire, du social et du médicosocial de leurs missions pour les transformer en auxiliaires de police. Le PCF et ses élus, mettront tout en œuvre pour s'opposer à cette mesure sécuritaire.

Education, la casse continue !

La nouvelle saignée imposée par le gouvernement est de taille alors que le ministère de l'Education nationale prévoit dans le même temps 2.490 élèves de plus qu'à la rentrée 2011 (+0,04%) : - 9.587 élèves dans les écoles maternelles (trois à six ans) mais + 12.077 dans les écoles élémentaires (du CP au CM2). Mobilisation tout au long du premier trimestre. "Ces nouvelles coupes claires sont inacceptables (...) La lutte contre l'échec scolaire sera de plus en plus difficile à mener", estime le SNUipp-FSU dans un communiqué

Vertou, la précarité s'accroît

Michel Gouty, conseiller municipal dans le dernier numéro de Vertou magazine s'alarmait que « depuis 2000, l'écart des revenus entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres augmente plus vite à Vertou que dans le reste de la France. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 8% de ménages sous le seuil de pauvreté. Chômeurs : 702 (2007) 833 (2009) : +18,7%. RSA : 207 bénéficiaires (2009). 228 (2010) : (+10%). Ménages aidés : 66 (2007). 117 (2009) : +77%. Secours en argent : 249 € en 2007. 4185 € en 2010. Les plus touchés : allocataires RSA, travailleurs pauvres, retraités, jeunes 18-25 ans. **La commune, 1^{er} service public, peut prendre des mesures pour alléger les factures des familles. Un gage d'égalité pour tous !** L' élu propose notamment d'appliquer les abattements de Taxe d'habitation pour les familles modestes pour les tarifs municipaux, une participation plus importante de la ville. La mise en place d'un tarif social pour l'eau et gratuité du prêt des livres, gratuité de la piscine pour les enfants de -6 ans et les scolaires pendant les vacances.

L'invité

■ Pas de rigueur dans l'éducation !

Les élus communistes et républicains condamnent l'acharnement systématique dont sont victimes l'Ecole et les élèves en matière de gestion des moyens humains et financiers. Pour 2012, les 14 200 suppressions de postes prévues se feront encore au détriment de l'accès à l'école maternelle, de la mise en place effective des remplacements des enseignants, de l'intégration des enfants handicapés, de l'aide spécifique à apporter aux élèves en difficulté, des élèves de la voie professionnelle, des collégiens pourtant encore plus nombreux en 2012 ... L'aveuglement idéologique est tel que là où le gouvernement frappe le plus durement, c'est dans les territoires les plus défavorisés socialement : Nord Pas-de-Calais, Lorraine, les académies de banlieue parisienne...

Le gouvernement et les parlementaires, qui ont voté le budget de l'Education en novembre pour 2012, pensent-ils un seul instant que supprimer les moyens de remplacement, des postes d'enseignants, des postes de RASED, réduire l'offre scolaire de proximité en milieu rural, augmenter les effectifs dans les classes, contribue à lutter contre la crise économique ? C'est sans véritable surprise, que ce projet de budget, qui affiche une progression apparente de 0,86 %, est en réalité en baisse de 1,75 % quand on tient compte du poids des pensions qui représentent quelques 27% de la mission et de la prévision d'inflation de 1,7%. Évidemment le ministre de l'Education nationale ne réagit pas quand on le place devant cette contradiction. Il se contente de répondre que « La France compte 35 000 professeurs de plus qu'en 1990 » alors que notre pays subissait à cette époque déjà une très grave crise du recrutement. Rappelons que la France a le taux d'encadrement scolaire le plus faible de l'OCDE. Les dépenses que la France consacre à l'école primaire sont également 24% plus faible que la moyenne de ces mêmes pays. **Seulement un enfant de 2 ans sur cinq est scolarisé à l'école maternelle contre plus d'un sur trois en 2001, ce qui représente un recul extrêmement grave.** Par ailleurs dans la foule de chiffres alarmants l'Education nationale emploierait 32 000 professeurs contractuels dans le public et dans le privé.

C'est ainsi qu'aujourd'hui de nombreux enseignants s'interrogent sur le sens de leur mission et sur l'incroyable déstabilisation provoquée par les réformes successives et l'amputation de leurs moyens. Le « Monde » a d'ailleurs révélé récemment l'engagement dont fait preuve un grand nombre d'entre eux pour accomplir leur mission dans ces conditions. Tout cela n'est pas sérieux et démontre une volonté de sape de l'Ecole publique et non une rigueur budgétaire de crise, notamment quand l'Etat réalise un manque à gagner (environ 600 millions d'€) en maintenant les déductions fiscales favorables aux officines privées de cours particuliers qui vivent sur l'angoisse des familles, que seuls les plus riches ont les moyens et un intérêt à financer !



Magali Leske
conseillère municipale
de Saint-Herblain

L'activité

■ Pays de la Loire

Etudiants étrangers

Aymeric Seassau a rencontré avec Jacques Auxiette, Président du Conseil Régional, plusieurs étudiants étrangers



diplômés d'un établissement de la Région en 2011, aujourd'hui en poste ou ayant une promesse d'embauche et qui rencontrent néanmoins d'importantes difficultés à prolonger leur titre de séjour (refus de changement de statut d'étudiant à salarié) du fait des injonctions de la circulaire dite « Guéant ». Ce matin, lors d'une conférence de presse organisée à l'Hôtel de région, **Yves Lecointe, président de l'Université de Nantes, s'est publiquement ému des dispositions prises dans la circulaire de Claude Guéant** (même si le gouvernement a décidé mercredi d'assouplir la délivrance du permis de travail à certains étudiants étrangers à haut potentiel, notamment ceux ayant « une compétence spécifique recherchée » comme « la connaissance approfondie d'un pays ou d'une culture étrangère ») Pour témoigner du soutien de l'Université de Nantes à ses étudiants étrangers, Yves Lecointe a décidé de parrainer une jeune femme, d'origine mauricienne, installée en France depuis 2007 et diplômée en Master 2 informatique. Ce qui constitue aux yeux du président de l'Université « un acte fort ». Nantes accueille actuellement 1 122 étudiants étrangers (sur un total de 34 000 étudiants).

■ St Herblain

Une politique au service des habitants

Le conseil municipal du 16 Décembre dernier a permis aux élus communistes



de la commune de s'exprimer sur les orientations budgétaires de la ville. Gilles Bontemps rappela à cette occasion le contexte difficile : « Ce débat d'orientation budgétaire se tient dans un contexte particulièrement difficile. Résultat de la politique mise en œuvre par l'UMP et M. Sarkozy qui frappe durement les citoyens, salariés de toutes catégories, chômeurs, retraités. Celle-ci s'inscrivant dans les objectifs européens dictés par les marchés financiers et les agences de notation. » Malgré les désengagements de l'État à tous les niveaux la commune ne compte pas revoir à la baisse sa politique en direction des herblinois comme le rappel l' élu : « **Rappeler d'abord que notre collectivité a une situation financière saine. Nous continuons à développer un haut niveau d'investissement** au service de notre population tout en maîtrisant notre capacité de remboursement de nos emprunts. Nous poursuivons la mise en œuvre des politiques publiques en faveur des herblinois. ».

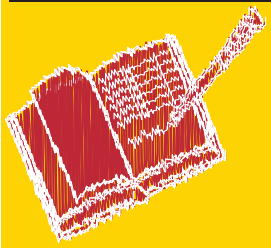
■ C.A.R.E.N.E

Transport Urbain

Une complète refonte du réseau STRAN est actuellement en cours avec le projet héliYce, le bus en site propre... Les prochains mois vont être délicats à gérer pour la population qui devra faire face à la fermeture du pont de la Matte. En effet, du 2 mai au 9 juillet 2012, le pont sera coupé à la circulation. Après sa démolition, un nouveau pont métallique sera fabriqué, puis poussé entre les deux berges le 4 juin prochain. Suivront alors des travaux de raccordement qui permettront une mise en service fin juillet 2012. **Outre ces défis techniques, reste le véritable défi pour "HéliYce" du développement de l'utilisation du transport collectif.** Or, nous savons que 80 % des déplacements se font entre le domicile et le travail. Il s'agit donc d'engager la réflexion dès aujourd'hui pour permettre l'irrigation des zones industrielles qui compte des milliers de salariés habitants nos communes. Par ailleurs, afin que chaque habitant de notre agglomération se sente partie prenante, tant dans le financement que dans l'utilisation, le réseau doit assurer la continuité de la qualité dans chacune de nos communes. Personne ne conteste le coût élevé des travaux à réaliser pour atteindre les objectifs, qui est de 53 millions d'euros. Il s'agit donc de se donner les moyens de nos ambitions. De ce point de vue, le Conseil communautaire a décidé de l'augmentation du taux du versement transport des entreprises, qui passera à 1,50 % au premier janvier. Les élu-e-s communistes persistent à faire valoir leur proposition qui consiste à le porter le à 1,80 % sachant qu'une augmentation de 0,1 % représente un millions d'euros de recettes supplémentaires



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Assemblées citoyennes

Vendredi 27 janvier : salle de la tannerie à 20H au Loroux Bottereau sur le thème de la planification écologique et du produire autrement.

Mercredi 1er février : salle polyvalente de l'immaculée à 20H à St Nazaire.

Mercredi 1er février : espace beaoutour de Vertou à 20H.

Jeudi 2 février : salle de la pèrière, lieu dit de Clis, 19H30 à Guérande.

Assemblée nationale des animateurs

Samedi 28 janvier : Rencontre nationale des animateurs du PCF à Aubervilliers.

Fédération

Mardi 7 février : Réunion du conseil départemental à 18H30 à la fédération.

■ Banquet départemental 2012



Les campagnes électorales 2012 du Front de gauche seront au cœur du banquet départemental de la Fédération de Loire-Atlantique qui va se tenir le **vendredi 10 février**. Rendez-vous annuel des communistes de Loire-Atlantique, il sera cette année un temps fort pour réussir le changement politique de 2012 tant attendu par les couches populaires de notre pays. Après le succès du meeting du Front de gauche au Zénith et les nombreuses initiatives qui se tiennent et qui vont se tenir, le banquet du PCF contribuera également au lien et à la mobilisation des communistes du département pour les échéances politiques de 2012. L'invitée de la soirée sera **Lydie BENOIST, membre de l'exécutif national, responsable nationale chargée des élections**. Elle nous donnera tous les éléments pour l'élan indispensable à la réussite du Parti communiste français dans le Front de gauche pour les prochaines élections. **Le banquet sera aussi l'occasion de présenter les candidat(e)s communistes aux législatives.**

Les invitations ont été envoyées à tous les communistes, pour réserver votre participation, vous pouvez renvoyer l'invitation remplie à la fédération (41 rue des Olivettes 44000 Nantes).



Des cars seront spécialement affrétés pour l'événement, pour vous y inscrire, vous pouvez contacter la fédération au 02 40 35 03 00.

Pour l'agglomération nantaise : 18h00: Départ de la Place du 8 Mai à Rezé -> 18h30 place de la Petite Hollande Nantes -> 18h45 rd point des Chataigniers Nantes (arrêt de bus les Dervallières).

Pour la région nazairienne : 18H00: départ de la section de St Nazaire (18 rue des Halles) -> 18h15: Départ de la Mairie de Trignac -> 18h30 place de la Mairie de Montoir -> 18h45 rd point des golfeurs de Savenay.

■ Assemblée nationale des animateurs

La rencontre annuelle des animatrices et animateurs du PCF qui va se tenir le samedi 28 janvier à Aubervilliers sera consacrée aux campagnes de 2012. Ce sera l'occasion pour les animateur(ice)s et les candidats du PCF de **croiser les expériences locales des campagnes. Comment mener efficacement la bataille idéologique contre la droite ? Quels arguments et quels moyens pour rendre crédible et populariser notre programme populaire partagé ? Comment travailler le rassemblement et porter l'ambition d'une majorité de gauche ? Comment démontrer que le vote Front de gauche peut renforcer la gauche ?** Autant de questions qui seront discutées pour parvenir à l'objectif de convaincre aussi bien sur notre démarche que sur nos propositions.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire: N° 0315 P 11519
Imprimerie: IMPRAM Lannion
Composition: SEM Locminé
Responsable de la rédaction: Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail: redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:
Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Mireille PERNOT
Robin SALECROIX
André MAURICE



Vite lu...

Départ en retraite



Après 40 années passées à la Fédé - de toutes les campagnes, de tous les coups de mains; au téléphone, à la compta, au secrétariat - Claudine Jacotin-Doron va maintenant pouvoir profiter pleinement de toute sa famille puisqu'elle est désormais à la retraite. C'est le 20 janvier dernier que les camarades lui ont souhaité une retraite la plus active possible, une chose est sûre, désormais, sa bonne humeur va manquer rue des Olivettes !!!

■ Huma café

**Propositions pour une refondation
du système éducatif**

**Avec Tristan POUULLAUEC
Maître de conférences en Sociologie**

Vendredi 27 janvier 2012

A 18H

Salon de musique du Lieu Unique
A Nantes



Lettre des jeunes communistes de Loire- Atlantique à Salah Hamouri

Cher Salah,

C'est avec une grande émotion que nous avons appris il y a quelques

semaines déjà que tu ferais partie de la seconde vague de prisonniers politiques palestiniens libérés. Tout d'abord, nos premières pensées vont bien évidemment à toi, à tes parents Denise et Hassan, à ton petit frère et à ta petite sœur, qui après presque 7 ans de séparation ont enfin pu te retrouver. Nous te souhaitons tous nos vœux de bonheur pour la suite et de réussite dans tous tes projets. **Les jeunes communistes de Loire-Atlantique ont œuvré sans relâche à la popularisation auprès de nos concitoyens et de notre jeunesse de la situation des prisonniers politiques palestiniens. Dans le département, nous avons sollicité l'ensemble de nos communes pour qu'elles s'engagent avec force pour ta libération, c'est ainsi que la ville de Rezé**



t'a érigé en citoyen d'honneur. Les élus communistes ont, dans cette bataille, toujours été à nos côtés. Avec nos centaines de signatures de pétitions récoltées, nos rencontres et formations sur le thème de la Palestine, mais aussi dans la rue lors des manifestations pour une paix juste et durable au Proche-Orient, nous avons participé à cette grande lutte pour la liberté, la justice et la paix. La mobilisation populaire paie toujours ! La lutte continue pour la liberté, le respect du droit et la paix en Palestine ! Saches, cher Salah que nous continuerons le combat pour exiger la libération de Marwan Barghouti, député du Fatah emprisonné depuis 2002, mais aussi de tous les prisonniers politiques. Elle est d'autant plus nécessaire que depuis octobre et la libération des 450 premiers prisonniers politiques, l'Etat d'Israël a arrêté de nouveaux 200 palestiniens.

Cette politique arbitraire, injuste et contraire à tous les droits internationaux menée par le gouvernement israélien le plus à droite depuis 1948 est une impasse dans le processus de paix. **Enfin, nous appelons la France et les pays de l'Union Européenne à prendre leurs responsabilités dans la résolution de ce conflit, il faut qu'elles parlent d'une voix forte et déterminée pour faire respecter le droit des Palestiniens et qu'Israël respecte enfin les résolutions de l'ONU concernant le mur, les colonies, le droit au retour des réfugiés, la question de Jérusalem et celle des prisonniers politiques. C'est en ce sens que les jeunes communistes du département poursuivront sans relâche leur combat. **Liberté pour tous les Palestiniens ! Liberté pour la Palestine !****

Le Mouvement jeunes communistes de Loire-Atlantique